

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2006 — 4279

[2006/203489]

12 OCTOBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première et la deuxième zone du plan d'exposition au bruit (zones A' et B') des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment son article 1^{er}bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2002 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003;

Considérant que dans la perspective d'un développement durable des aéroports relevant de la Région wallonne, il s'impose d'indemniser le trouble économique ou commercial induit par le développement de l'activité aéroportuaire;

Considérant ainsi qu'il y a lieu de réglementer les conditions dans lesquelles les personnes exerçant une activité commerciale ou professionnelle en zone A' ou B' du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne, peuvent prétendre à être indemnisées du trouble commercial ou professionnel subi;

Considérant que les mesures d'accompagnement prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2002, s'appliquent aux titulaires d'une activité commerciale ou professionnelle, qu'ils habitent ou non l'immeuble dans lequel ils exercent cette activité;

Considérant qu'en application du décret du 29 avril 2004 modifiant l'article 1^{er}bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, le bénéfice des mesures d'accompagnement applicables dans une zone où l'indicateur de bruit Lden à dix ans donne une exposition au bruit égale ou supérieure à 70 dB (A), est étendu aux zones où l'indicateur de bruit Lden à dix ans donne une exposition au bruit égale ou supérieure à 66 dB (A);

Considérant que selon l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2002, les comités d'acquisition d'immeubles évaluent le trouble précité; qu'un recours avec évaluation par des experts et décision par un expert arbitre dans l'hypothèse où le bénéficiaire de l'indemnité estime que l'indemnité évaluée par le comité d'acquisition ne couvre pas la totalité de son préjudice, est prévue;

Qu'il est indiqué, dans un souci de simplification et de rapidité, de recourir à la collaboration d'experts spécialisés dans l'évaluation de ce type de trouble;

Considérant que la Société wallonne des Aéroports est liée par l'estimation faite par ces experts, dont l'un est désigné par le demandeur de l'indemnité et l'autre par la Société wallonne des Aéroports, ou par le tiers expert si les deux premiers ne parviennent pas à un accord sur le montant de l'indemnité; que la Société wallonne des Aéroports supporte, dans tous les cas, les frais d'expertise à concurrence d'un montant préalablement établi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2004;

Vu la délibération du Gouvernement wallon quant à la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 13 juillet 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition introductive

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. "zone A'" : la première zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports de la Région wallonne pour laquelle l'indicateur de bruit Lden à dix ans donne une exposition au bruit égale ou supérieure à 70 dB (A), dont le périmètre est délimité par arrêté du Gouvernement;

2. "zone B'" : la deuxième zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports de la Région wallonne pour laquelle l'indicateur de bruit Lden à dix ans est égal ou supérieur à 66 dB (A) et inférieur à 70 dB (A), dont le périmètre est délimité par arrêté du Gouvernement;

3. "zone C'" : la troisième zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports de la Région wallonne pour laquelle l'indicateur de bruit Lden à dix ans est égal ou supérieur à 61 dB (A) et inférieur à 66 dB (A), dont le périmètre est délimité par arrêté du Gouvernement;

4. "indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel" : l'indemnité destinée à couvrir le préjudice commercial ou professionnel induit par le développement des activités aéroportuaires, lequel nécessite l'arrêt ou la relocalisation des activités exercées en zone A' ou B' à la date d'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement wallon délimitant les zones du plan de développement à long terme des aéroports relevant de la Région wallonne;

5. "l'organisme" : la Société wallonne des Aéroports, chargée par le Gouvernement de missions environnementales conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2001 relatif à l'exercice de missions déléguées spécifiques confiées à la Société spécialisée société wallonne des Aéroports (SOWAER);

6. "grande surface commerciale" : un établissement de commerce de détail soumis à autorisation en vertu de la loi du 29 juin 1975 relative à l'autorisation d'implantations commerciales, ou un établissement de commerce de détail non soumis à autorisation, qui est structurellement ou physiquement attaché à un ensemble commercial, lequel se définit comme un ensemble d'établissements de commerce de détail situés ou non dans des bâtiments séparés réunis sur un même site;

7. "expert" : un expert-comptable inscrit à l'Institut des experts-comptables ou un réviseur d'entreprise inscrit à l'Institut des réviseurs d'entreprises.

CHAPITRE II. — *De la demande d'indemnisation*

Art. 2. § 1^{er}. En vue de l'obtention d'une indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel, une demande d'indemnisation, conforme au modèle annexé au présent arrêté, est adressée à l'organisme, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, par les commerçants, titulaires de profession libérale ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans un immeuble bâti situé dans la zone A' ou B' du plan d'exposition au bruit des aéroports wallons.

L'alinéa 1^{er} est applicable aux commerçants, titulaires de profession libérale ou à toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans un immeuble bâti situé en zone C', acquis pour compte de la Région wallonne en application de l'article 1^{er}bis, § 5, alinéas 9 et 10, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

§ 2. L'activité professionnelle visée au § 1^{er} n'est prise en considération que si :

1^o elle a commencé à être exercée au plus tard à la date d'entrée en vigueur des arrêtés délimitant les zones A et B du plan de développement à long terme;

2^o elle y est exercée au moment de la demande d'indemnisation.

§ 3. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux commerçants, titulaires de profession libérale ou à toute autre personne physique ou morale ayant pris en location, avant l'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement délimitant les zones du plan de développement à long terme des aéroports wallons, un bien racheté pour compte de la Région wallonne et situé en zone A ou en zone B du plan de développement à long terme des aéroports wallons et ce, afin d'y exercer leur activité professionnelle ou commerciale.

Art. 3. L'indemnité ne peut être accordée :

1^o aux grandes surfaces commerciales visées à l'article 1^{er}, 6^o;

2^o aux commerçants, titulaires de profession libérale ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans un immeuble bâti situé dans la zone A' ou B' du plan d'exposition au bruit des aéroports wallons, dès lors que cette activité commerciale ou professionnelle est en relation avec les activités aéroportuaires.

CHAPITRE III. — *De l'estimation du montant de l'indemnité*

Art. 4. § 1^{er}. Le montant du préjudice induit par le développement des activités aéroportuaires, lequel nécessite l'arrêt ou la relocalisation des activités commerciales ou professionnelles exercées en zone A' ou B' du plan d'exposition au bruit des aéroports wallons, est déterminée par deux experts, l'un désigné par l'organisme dans le mois de la réception de la demande d'indemnisation visée à l'article 2, § 1^{er}, l'autre par le signataire de la demande d'indemnisation.

Dans les trois mois de la désignation de l'expert par l'organisme, les experts notifient aux deux parties, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, le montant de l'indemnité retenue.

§ 2. Au cas où les deux experts désignés ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le montant de l'indemnité dans le délai de trois mois visé au § 1^{er}, alinéa 2, ils désignent un tiers expert et en informent les deux parties.

Ce dernier est chargé de fixer le montant de l'indemnité.

Dans les trois mois de sa désignation, le tiers expert notifie aux parties par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, le montant de l'indemnité en justifiant celle-ci.

Art. 5. Le demandeur d'indemnisation communique, à première demande, aux deux experts ou, le cas échéant, au tiers expert, tous les documents, notamment comptables et fiscaux, de nature à permettre la fixation de l'indemnité.

Art. 6. L'organisme est lié par le montant de l'indemnité fixé par les experts ou, le cas échéant, par le tiers expert.

Dans les trente jours de la notification du montant de l'indemnité fixée par les experts, ou le cas échéant, par le tiers expert, l'organisme notifie au bénéficiaire de l'indemnité, son engagement de payer celle-ci.

Art. 7. L'organisme prend en charge le coût des opérations d'évaluation de l'indemnité par les experts ou le tiers expert, à concurrence d'un montant préalablement établi pour chaque expert par devis au tarif horaire maximum de cinquante-six euros et trente-quatre centimes hors T.V.A. l'heure, soumis pour accord à l'organisme.

CHAPITRE IV. — *Du paiement de l'indemnité*

Art. 8. § 1^{er}. Après réception de la notification qui lui a été faite conformément à l'article 6, alinéa 2, le bénéficiaire de l'indemnité introduit, auprès de l'organisme, une demande de paiement.

Dans les trente jours de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, l'organisme paie 35 % du montant de l'indemnité à titre d'avance.

§ 2. L'organisme n'est engagé au paiement du solde du montant de l'indemnité visée au paragraphe 1^{er} que pour autant que le bénéficiaire établisse par toutes voies de droit, avoir arrêté ou déplacé ses activités professionnelles en dehors de la zone A ou B du plan de développement à long terme.

Le solde du montant de l'indemnité est payé dans les trente jours de la réception par l'organisme, de la preuve de l'arrêt ou du déplacement de l'activité professionnelle.

CHAPITRE V. — Dispositions générales et finales

Art. 9. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2002 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, est abrogé.

§ 2. Toutefois, l'arrêté du Gouvernement wallon visé au § 1^{er}, reste applicable :

1° aux personnes ayant reçu, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, une déclaration d'intention d'indemnisation conformément à l'article 2, ou à l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon visé au § 1^{er} et pour lesquels le Comité d'acquisition n'a pas notifié, avant cette même date, le montant de l'indemnité conformément à l'article 4, § 2, du même arrêté;

2° aux personnes n'ayant pas marqué, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, leur accord sur le montant de l'indemnité évaluée par le Comité d'acquisition conformément à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon visé au § 1^{er}.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Équipement et l'Exploitation des Aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 octobre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe

Formulaire de demande d'indemnisation des commerçants, titulaires de profession libérale, ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans la première ou la deuxième zone (zone A' et zone B') du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception, le commerçant, titulaire de profession libérale ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel, entend solliciter l'indemnisation du trouble commercial ou professionnel induit par la nécessité d'arrêter ou de déplacer ses activités commerciales ou professionnelles exercées au plus tard avant la date d'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement wallon délimitant les zones A et B du plan de développement à long terme.

1. Identification de la personne ou de la société exerçant une activité commerciale ou professionnelle :

- Nom(s) et prénom(s) ou dénomination de la société :
- Adresse de l'activité ou du siège d'exploitation :
- Adresse du siège social :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :
- Numéro d'inscription à la banque carrefour des entreprises :

2. Identification de l'activité exercée :

- Définition de l'activité exercée :
- Date du début de l'activité :
- L'activité est-elle toujours exercée ?

3. Identification du droit d'occupation (locataire ou propriétaire) :

4. Identification de l'expert choisi :

- Nom(s) et prénom(s) :
- Numéro(s) de téléphone :
- Numéro(s) de fax :

La (les) personne(s) physique(s) ou morale(s) identifiée(s) ci-dessus souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'indemnisation de leur trouble commercial ou professionnel telle que définie par l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première et deuxième zone du plan d'exposition au bruit (zones A' et B') des aéroports relevant de la Région wallonne.

Elle(s) prend (prennent) l'engagement de communiquer aux experts, ainsi qu'à l'éventuel tiers experts visés à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, tous documents, notamment comptables et fiscaux, de nature à permettre la fixation de l'indemnité en application de l'article 5 de cet arrêté.

Fait à , le

Signature (à faire précéder de la mention manuscrite "lu et approuvé").

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2006 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première et la deuxième zone du plan d'exposition au bruit (zone A' et B') des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 12 octobre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2006 — 4279

[2006/203489]

12. OKTOBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten und der zweiten Zone des Lärmbelastungsplans (Zonen A' und B') der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2002 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003;

In der Erwägung, dass es in Aussicht auf eine nachhaltige Entwicklung der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen zwingend geboten ist, die durch die Entwicklung des Flugbetriebs verursachte gewerbliche oder berufliche Störung zu entschädigen;

In der Erwägung, dass es somit Anlass gibt, die Bedingungen zu regeln, unter denen die Personen, die eine kaufmännische oder berufliche Tätigkeit in der Zone A' oder B' des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ausüben, wegen der erlittenen gewerblichen oder beruflichen Störung entschädigt werden können;

In der Erwägung, dass die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2002 vorgesehenen Begleitmaßnahmen auf die Inhaber einer gewerblichen oder beruflichen Aktivität anwendbar sind, ob sie in dem Gebäude, in dem sie diese Aktivität ausüben, wohnen oder nicht;

In der Erwägung, dass in Anwendung des Dekrets vom 29. April 2004, durch das der Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung abgeändert wurde, der Anspruch auf die Begleitmaßnahmen, die in einer Zone anwendbar sind, in der der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von mindestens 70 dB (A) aufweist, auf die Zonen erweitert wird, in denen der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von mindestens 66 dB (A) aufweist;

In der Erwägung, dass die Immobilienerwerbskomitees gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2002 die vorgenannte Störung schätzen; dass ein durch eine von Sachverständigen vorgenommene Schätzung und durch eine von einem Schiedsgutachter getroffene Entscheidung begleiteter Einspruch außerdem vorgesehen ist, falls der Bezugsberechtigte einer Entschädigung der Auffassung ist, dass die durch das Erwerbskomitee veranschlagte Entschädigung nicht die Gesamtheit seines Schadens deckt;

Dass es im Hinblick auf Vereinfachung und Schnelligkeit Anlass gibt, auf die Mitarbeit von auf die Schätzung solcher Störungen spezialisierten Sachverständigen zurückzugreifen;

In der Erwägung, dass die "Société wallonne des Aéroports" (Wallonische Flughafengesellschaft) an die durch diese Sachverständigen vorgenommene Schätzung gebunden ist, wobei einer dieser Sachverständigen vom Antragsteller und der andere von der "Société wallonne des Aéroports", und, falls die ersten beiden Sachverständigen sich nicht über den Betrag der Entschädigung einigen können, ein dritter Sachverständiger bestellt wird; dass die "Société wallonne des Aéroports" in allen Fällen die Kosten für die Begutachtung bis zu einem im Voraus bestimmt Betrag übernimmt;

Aufgrund des am 26. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Mai 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 13. Juli 2004 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Einführungsbestimmung***Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1. "Zone A'": die erste geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, für die der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von mindestens 70 dB (A) aufweist, so wie sie durch Erlass der Regierung abgegrenzt wurde;

2. "Zone B'": die zweite geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, für die der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von mindestens 66 dB (A) und weniger als 70 dB (A) aufweist, so wie sie durch Erlass der Regierung abgegrenzt wurde;

3. "Zone C'": die dritte geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, für die der Lärmindex Lden auf zehn Jahre eine Lärmbelastung von mindestens 61 dB (A) und weniger als 66 dB (A) aufweist, so wie sie durch Erlass der Regierung abgegrenzt wurde;

4. "Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung": die Entschädigung, die zur Deckung des gewerblichen oder beruflichen Nachteils bestimmt ist, der durch die Entwicklung des Flugbetriebs und durch das erforderliche Einstellen bzw. Aussiedeln der beruflichen Tätigkeiten ausgelöst wird, die zum Datum des Inkrafttretens der Erlasse der Wallonischen Regierung zur Abgrenzung der Zonen des langfristigen Entwicklungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen in der Zone A' oder B' ausgeübt werden;

5. "die Einrichtung": die "Société wallonne des Aéroports" (Wallonische Flughafengesellschaft), die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2001 über die Ausübung von spezifischen, der "Société wallonne des Aéroports" (SOWAER) anvertrauten abgeordneten Aufgaben von der Regierung mit umweltbezogenen Aufgaben beauftragt wird;

6. "großes Einkaufszentrum": ein Einzelhandelsgeschäft, das kraft des Gesetzes vom 29. Juni 1975 über die Handelsniederlassungen genehmigungspflichtig ist, oder ein nicht genehmigungspflichtiges Einzelhandelsgeschäft, das strukturell oder physisch an einen Handelskomplex gebunden ist, der als eine Gesamtheit von Einzelhandelsgeschäften, die sich in einem oder getrennten Gebäuden befinden, die an ein und demselben Standort liegen, definiert wird;

7. "Sachverständiger": ein Buchprüfer, der beim Institut der Buchprüfer registriert ist, oder ein Betriebsrevisor, der beim Institut der Betriebsrevisoren registriert ist.

KAPITEL II — *Der Antrag auf Entschädigung*

Art. 2 - § 1 - Zwecks des Erhalts der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung müssen die Gewerbetreibenden, Inhaber eines freien Berufs oder alle sonstigen natürlichen oder juristischen Personen, die in einem in der Zone A' oder B' des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, befindlichen Gebäude eine berufliche Tätigkeit ausüben, einen Entschädigungsantrag, der dem vorliegenden Erlass in der Anlage beigefügten Muster entspricht, per Einschreiben bei der Post gegen Aufgabebescheinigung an die Einrichtung richten.

Der Absatz 1 ist ebenfalls auf die Gewerbetreibenden, Inhaber eines freien Berufs oder alle sonstigen natürlichen oder juristischen Personen anwendbar, die in einem in der Zone C' befindlichen Gebäude, das in Anwendung von Artikel 1bis, § 5 Absätze 9 und 10 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung für Rechnung der Wallonischen Region erworben wurde, eine berufliche Tätigkeit ausüben.

§ 2 - Die berufliche Tätigkeit im Sinne von § 1 wird nur dann berücksichtigt, wenn:

1° deren Ausübung spätestens am Datum des Inkrafttretens der Erlasse zur Abgrenzung der Zonen A und B des langfristigen Entwicklungsplans begonnen hat;

2° sie dort zum Zeitpunkt des Antrags auf Entschädigung ausgeübt wird.

§ 3 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sind nicht anwendbar auf die Gewerbetreibenden, Inhaber eines freien Berufs oder alle sonstigen natürlichen oder juristischen Personen, die vor dem Datum des Inkrafttretens der Erlasse der Wallonischen Regierung zur Abgrenzung der Zonen des langfristigen Entwicklungsplans ein für Rechnung der Wallonischen Region erworbenes Gut, das sich in der Zone A oder B des langfristigen Entwicklungsplans der wallonischen Flughäfen befindet, angemietet haben, um dort ihre berufliche oder gewerbliche Tätigkeit auszuüben.

Art. 3 - Die Entschädigung kann nicht:

1° den großen Einkaufszentren im Sinne von Art. 1 6°,

2° den Gewerbetreibenden, Inhabern eines freien Berufs oder allen sonstigen natürlichen oder juristischen Personen, die in einem in der Zone A' oder B' des Lärmbelastungsplans der wallonischen Flughäfen befindlichen Gebäude eine berufliche Tätigkeit ausüben, wenn diese berufliche oder gewerbliche Tätigkeit mit den Flughafenaktivitäten zu tun hat, gewährt werden.

KAPITEL III — *Veranschlagung des Entschädigungsbetrags*

Art. 4 - § 1 - Die Höhe des durch die Entwicklung des Flugbetriebs und des dadurch erforderlichen Einstellens bzw. Versetzens der gewerblichen oder beruflichen, in der Zone A' oder B' des Lärmbelastungsplans der regionalen Flughäfen ausgeübten Tätigkeiten verursachten Nachteils wird von zwei Sachverständigen bestimmt; einer dieser Sachverständigen wird innerhalb eines Monats nach dem Empfang des in Art. 2, § 2 erwähnten Entschädigungsantrags von der Einrichtung bestellt, der andere wird vom Unterzeichner des Entschädigungsantrags bestellt.

Innerhalb drei Monaten nach der Bestellung des Sachverständigen durch die Einrichtung teilen die Sachverständigen beiden Parteien die Höhe der bestimmten Entschädigung per Einschreiben bei der Post gegen Aufgabebescheinigung mit.

§ 2 - Falls es den beiden Sachverständigen nicht gelingt, sich innerhalb der in § 1 Absatz 2 erwähnten dreimonatigen Frist über die Höhe der Entschädigung zu einigen, bestellen sie einen dritten Sachverständigen, worüber sie beide Parteien informieren.

Der dritte Sachverständige wird damit beauftragt, die Höhe der Entschädigung festzulegen.

Innerhalb drei Monaten nach seiner Bestellung teilt der dritte Sachverständige beiden Parteien die Höhe der Entschädigung per Einschreiben bei der Post gegen Aufgabebescheinigung mit, wobei er diesen Betrag begründet.

Art. 5 - Der Antragsteller auf die Entschädigung übermittelt auf den ersten Antrag hin den beiden Sachverständigen oder ggf. dem dritten Sachverständigen alle Unterlagen, insbesondere buchführungstechnische und steuerliche Unterlagen, die die Festlegung der Entschädigung ermöglichen.

Art. 6 - Die Einrichtung ist durch den von beiden Sachverständigen oder ggf. von dem dritten Sachverständigen festgelegten Betrag gebunden.

Binnen dreißig Tagen nach der Mitteilung des von den Sachverständigen oder ggf. von dem dritten Sachverständigen festgelegten Betrags teilt die Einrichtung dem Bezugsberechtigten der Entschädigung ihre Verpflichtung mit, diesen Betrag zu zahlen.

Art. 7 - Die Einrichtung übernimmt die Kosten für die Vorgänge in Zusammenhang mit der Veranschlagung der Entschädigung durch die Sachverständigen oder den dritten Sachverständigen in Höhe eines im Voraus für jeden Sachverständigen festgelegten Betrags aufgrund eines der Einrichtung zur Zustimmung vorgelegten Voranschlags zum Höchststundensatz von 56,34 Euro außer MWST.

KAPITEL IV — *Zahlung der Entschädigung*

Art. 8 - § 1 - Nach Eingang der Mitteilung nach Art. 6, Absatz 2 reicht der Bezugsberechtigte der Entschädigung einen Zahlungsantrag bei der Einrichtung ein.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang des in Absatz 1 erwähnten Antrags zahlt die Einrichtung einen Vorschuss in Höhe von 35% des Betrags der Entschädigung.

§ 2 - Die Einrichtung ist nur dann zur Zahlung des Restbetrags der in § 1 erwähnten Entschädigung verpflichtet, wenn der Bezugsberechtigte durch alle Rechtsmittel beweist, dass er seine beruflichen Tätigkeiten eingestellt oder außerhalb der Zone A oder B des langfristigen Entwicklungsplans versetzt hat.

Der Restbetrag der Entschädigung wird binnen dreißig Tagen nach Eingang des Beweises der Einstellung oder Versetzung der beruflichen Tätigkeit bei der Einrichtung ausgezahlt.

KAPITEL V — *Allgemeine und Schlussbestimmungen*

Art. 9 - § 1 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2002 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird außer Kraft gesetzt.

§ 2 - Der in § 1 erwähnte Erlass der Wallonischen Regierung bleibt jedoch anwendbar:

1° auf die Personen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Entschädigungsabsichtserklärung in Übereinstimmung mit Art. 2 oder Art 8 § 1 des in § 1 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung erhalten haben, für die das Immobilienerwerbskomitee vor diesem Datum die Höhe der Entschädigung nach Art. 4 § 2 dieses Erlasses nicht mitgeteilt hat;

2° auf die Personen, die sich vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nicht mit der Höhe der Entschädigung, so wie sie vom Immobilienerwerbskomitee nach Art. 5 § 1 des in § 1 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung veranschlagt wurde, einverstanden erklärt haben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Oktober 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage

Formular zum Entschädigungsantrag von Handeltreibenden, Inhabern von freien Berufen oder jeder anderen natürlichen oder juristischen Person, die in der ersten oder zweiten Zone (Zone A' und Zone B') des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, eine berufliche Tätigkeit ausüben

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung möchte der Handeltreibende, der Inhaber eines freien Berufes oder jede andere natürliche oder juristische Person, die eine berufliche Tätigkeit ausübt, die durch die erforderliche Einstellung oder Verlegung ihrer spätestens vor dem Inkrafttredatum der Erlasse der Wallonischen Regierung zur Abgrenzung der Zonen A und B des langfristigen Entwicklungsplans ausgeübten beruflichen Tätigkeiten ausgelöste Entschädigung der gewerblichen oder beruflichen Störung beantragen.

1. Identifizierung der Person oder Gesellschaft, die eine gewerbliche oder berufliche Tätigkeit ausübt:

- Name(n) und Vorname(n) oder Bezeichnung der Gesellschaft:
- Anschrift des Betriebs, wo die Tätigkeit ausgeübt wird, oder des Betriebssitzes:
- Anschrift des Gesellschaftssitzes:
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):
- Eintragungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:

2. Identifizierung der ausgeübten Tätigkeit:

— Definition der ausgeübten Tätigkeit:

— Anfangsdatum der Tätigkeit:

- Wird die Tätigkeit noch immer ausgeübt?

3. Identifizierung des Benutzungsrechts (Mieter oder Eigentümer):

4. Identifizierung des gewählten Sachverständigen:

- Name und Vorname(n):
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):

Die oben erwähnte(n) natürliche(n) oder juristische(n) Person(en) möchten durch die Rücksendung per Einschreiben der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage sich dem Verfahren zur Entschädigung der von ihnen erlittenen gewerblichen oder beruflichen Störung anschließen, so wie dieses durch den Erlass zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten und zweiten Zone des Lärmbelastungsplans (Zonen A' und B') der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen festgelegt worden ist.

Sie verpflichtet (verpflichten) sich dazu, den in Art. 4 des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung erwähnten Sachverständigen sowie ggf. dem dritten Sachverständigen alle Unterlagen, insbesondere die Rechnungsunterlagen und die steuerrechtlichen Unterlagen, die zur Festlegung der Entschädigung in Anwendung von Art. 5 dieses Erlasses dienen können, zu übermitteln.

Geschehen zu, den

Unterschrift (dieser ist der handschriftliche Vermerk: "gelesen und genehmigt" voranzusetzen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2006 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten und der zweiten Zone des Lärmbelastungsplans (Zonen A' und B') der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 12. Oktober 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2006 — 4279

[2006/203489]

12 OKTOBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste en tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A' en B') van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2002 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003;

Overwegende dat met het oog op een duurzame ontwikkeling van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, vergoedingsregelingen dienen te worden getroffen voor de economische of handelsverstoring die voortspuit uit de luchthavenbedrijvigheid;

Overwegende dat de voorwaarden gereguleerd dienen te worden betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring waarop personen aanspraak kunnen maken die een handels- of beroepsactiviteit uitoefenen in zone A' of B' van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens;

Overwegende dat de begeleidingsmaatregelen voorzien in het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2002 van toepassing zijn op beoefenaars van een handels- of beroepsactiviteit, ongeacht of zij het gebouw waarin zij hun activiteit uitoefenen al dan niet bewonen;

Overwegende dat overeenkomstig het decreet van 29 april 2004 tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, de begeleidingsmaatregelen van toepassing in een zone waarin de over tien jaar geplande geluidsindicator Lden wijst op een geluidsbelasting van 70 dB (A) of meer, wordt uitgebreid tot de zones waarin de over tien jaar geplande geluidsindicator Lden wijst op een geluidsbelasting van 66 dB (A) of meer;

Overwegende dat de comités voor de aankoop van onroerende goederen de bovenvermelde verstoring evalueren overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2002; dat er wordt voorzien in een beroep met evaluatie door deskundigen en beslissing door een deskundige-scheidsrechter in het geval dat de begunstigde van de vergoeding van mening is dat de evaluatie van het aankoopcomité niet het geheel van zijn nadeel dekt;

Dat het aangewezen is, om redenen van vereenvoudiging en snelheid, om beroep te doen op deskundigen die gespecialiseerd zijn in de evaluatie van deze verstoringen;

Overwegende dat de "Société wallonne des Aéroports" (SOWAER) (Waalse Maatschappij voor Luchthavens) gebonden is door de schatting van deze deskundigen van wie één door de aanvrager van de vergoeding aangewezen is en de andere door de "Société wallonne des Aéroports" of door een derde deskundige indien de eerste twee van mening verschillen over het bedrag van de vergoeding; dat de "Société wallonne des Aéroports" in elk geval de expertisekosten moet dragen overeenkomstig een voorafgaandelijk vastgelegd bedrag;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 mei 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 13 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "zone A" : de eerste geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens van het Waalse Gewest, waarin de over tien jaar geplande geluidsindicator Lden wijst op een geluidsbelasting van 70 dB (A) of meer, zoals afgebakend bij besluit van de Regering;

2. "zone B" : de tweede geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens van het Waalse Gewest, waarin de over tien jaar geplande geluidsindicator Lden gelijk is aan 66 dB (A) of meer of lager is dan 70 dB (A), zoals afgebakend bij besluit van de Regering;

3. "zone C" : de derde geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens van het Waalse Gewest, waarin de over tien jaar geplande geluidsindicator Lden gelijk is aan 61 dB (A) of meer en minder dan 66 dB(A) bedraagt, zoals afgebakend bij besluit van de Regering;

4. "vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring" : vergoeding voor handels- of beroepsverstoringen die voortspuit uit de luchthavenbedrijvigheid. Daardoor worden de beroepsactiviteiten in zone A' of B' stopgezet of moet een andere vestigingsplaats gevonden worden voor deze activiteiten op de datum van inwerkingtreding van de besluiten van de Waalse Regering tot afbakening van de zones van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens;

5. "de instelling" : de "Société wallonne des Aéroports" (SOWAER) (Waalse Maatschappij voor Luchthavens) belast met milieup opdrachten overeenkomstig het besluit van 29 november 2001 betreffende de uitoefening van bijzondere gemachtigde opdrachten toevertrouwd aan de gespecialiseerde maatschappij;

6. "groot winkelcentrum" : een kleinhandelsbedrijf waarvoor een vergunning noodzakelijk is krachtens de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen, of een kleinhandelsbedrijf waarvoor geen vergunning nodig is, dat structureel of fysiek verbonden is aan een handelsgeheel dat opgevat is als een geheel van kleinhandelsbedrijven die al dan niet in afzonderlijke gebouwen gevestigd zijn die op eenzelfde locatie opgericht zijn;

7. "deskundige" : een accountant die ingeschreven is bij het Instituut der Accountants of een bedrijfsrevisor die ingeschreven is bij Instituut der Bedrijfsrevisoren.

HOOFDSTUK II. — *Aanvraag tot vergoeding*

Art. 2. § 1. Met het oog op het krijgen van een vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring wordt er door de handelaar, beoefenaars van vrije beroepen of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die een beroepsactiviteit uitoefent in een gebouw dat gelegen is in de zone A' of B' van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder van de Waalse luchthavens een aanvraag tot vergoeding overeenkomstig het model als bijlage bij dit besluit gericht aan de instelling, bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst.

Lid 1 is van toepassing op de handelaars, beoefenaars van vrije beroepen of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die een beroepsactiviteit uitoefent in een gebouw gelegen in zone C', aangekocht in opdracht van het Waalse Gewest overeenkomstig artikel 1bis, § 5, leden 9 en 10, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

§ 2. De beroepsactiviteit bedoeld in § 1 wordt enkel in overweging genomen :

1° als ze een aanvang genomen had uiterlijk op de datum van de inwerkingtreding van de besluiten tot afbakening van de zones A en B van het ontwikkelingsplan op lange termijn;

2° als ze uitgeoefend wordt op het ogenblik waarop de vergoeding wordt aangevraagd.

§ 3. De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op de handelaars, de beoefenaars van vrije beroepen of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die voor de inwerkingtreding van de regeringsbesluiten tot afbakening van de gebieden van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de Waalse luchthavens een in zone A of zone B van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de Waalse luchthavens gelegen goed dat in opdracht van de Waalse Regering overgekocht is, in huur heeft genomen om er haar beroeps- of handelsactiviteit uit te oefenen.

Art. 3. De vergoeding kan niet toegekend worden aan :

1° de grote winkelcentra bedoeld in artikel 1, 6°;

2° de handelaars, beoefenaars van vrije beroepen of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die een beroepsactiviteit uitoefent in een gebouw gelegen in zone A' of B' van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder van de Waalse luchthavens, voor zover die handels- of beroepsactiviteit verband houdt met de luchthavenactiviteiten.

HOOFDSTUK III. — *Raming van het bedrag van de vergoeding*

Art. 4. § 1. Het bedrag van het nadeel ontstaan ten gevolge van de ontwikkeling van de luchthavenactiviteiten die het stopzetten of de verlegging van de handels- of beroepsactiviteiten, uitgeoefend in zone A' of B' van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder van de Waalse luchthavens, noodzakelijk maakt, wordt bepaald door twee deskundigen waarvan de ene aangewezen wordt door de instelling binnen de maand na ontvangst van de aanvraag tot vergoeding bedoeld in artikel 2, § 1, en de andere door de ondertekenaar van de aanvraag tot vergoeding.

Binnen drie maanden na de aanwijzing van de deskundige door de instelling stellen de deskundigen beide partijen bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van het in aanmerking genomen vergoedingsbedrag.

§ 2. Mochten beide deskundigen binnen de termijn van drie maanden bedoeld in § 1, lid 2, geen overeenstemming bereiken over het vergoedingsbedrag, wijzen ze een derde deskundige aan en lichten daar beide partijen over in.

Laatstgenoemde is belast met het vaststellen van het vergoedingsbedrag.

Binnen drie maanden na de aanwijzing stelt de derde deskundige beide partijen bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in kennis van het vergoedingsbedrag met verantwoording ervan.

Art. 5. De aanvrager van de vergoeding deelt bij het eerste verzoek beide deskundigen of, in voorkomend geval, de derde deskundige alle stukken, met name boekhoud- en fiscale stukken mee om de vergoeding te kunnen vaststellen.

Art. 6. De instelling is gebonden door het vergoedingsbedrag dat de deskundigen of, in voorkomend geval, de derde deskundige vastgesteld hebben (heeft).

Binnen de dertig dagen na kennisgeving van het vergoedingsbedrag vastgesteld door de deskundigen of, in voorkomend geval, door de derde deskundige, geeft de instelling kennis aan de begunstigde van de vergoeding kennis van zijn verbintenis tot het betalen ervan.

Art. 7. De instelling neemt de kost van de verrichtingen voor de raming van de vergoeding door de deskundigen of de derde deskundige over tegen een bedrag dat op voorhand per bestek is vastgesteld voor elke deskundige tegen het maximumtarief van zesenvijftig euro vierendertig eurocent BTW niet meegerekend, dat ter goedkeuring aan de instelling wordt voorgelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Betaling van de vergoeding*

Art. 8. § 1. Na ontvangst van de kennisgeving die hij gekregen heeft overeenkomstig artikel 6, lid 2, dient de begunstigde van de vergoeding een aanvraag tot betaling bij de instelling in.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in lid 1 betaalt de instelling 35 % van het vergoedingsbedrag bij wijze van voorschot.

§ 2. De instelling is er enkel toe verbonden het saldo van het vergoedingsbedrag bedoeld in § 1 te betalen voorzover de begunstigde bij alle rechtsmiddelen vaststelt dat hij zijn beroepsactiviteit heeft stopgezet of heeft verlegd naar een gebied buiten zone A of B van het ontwikkelingsplan op lange termijn.

Het saldo van het vergoedingsbedrag wordt binnen de dertig dagen na ontvangst door de instelling van het bewijs van de stopzetting of de verlegging van de beroepsactiviteit betaald.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 9. § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2002 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens wordt opgeheven.

§ 2. Het besluit van de Waalse Regering bedoeld in § 1 blijft evenwel van toepassing :

1° op de personen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een intentieverklaring m.b.t. de vergoeding hebben gekregen overeenkomstig artikel 2 of artikel 8, § 1, van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in § 1 en waarvoor het aankoopcomité voor diezelfde datum niet kennis gegeven heeft van het vergoedingsbedrag overeenkomstig artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit;

2° op de personen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit niet ingestemd hebben met het bedrag van de vergoeding geraamd door het aankoopcomité overeenkomstig artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering bedoeld in § 1.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheden de Uitrusting en de Exploitatie van Luchthavens behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 oktober 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage

Formulier voor het aanvragen van de vergoeding door handelaars, beoefenaars van vrije beroepen of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die een beroepsactiviteit uitoefenen in de eerste of de tweede zone (zone A' en zone B') van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De handelaar, beoefenaars van vrije beroepen of elke andere natuurlijke of rechtspersoon die een beroepsactiviteit uitoefent, willen bij deze aangetekende zending met ontvangstbewijs de vergoeding aanvragen wegens handels- of beroepsverstoring veroorzaakt door de noodzaak om de handels- of beroepsactiviteit stop te zetten of te verleggen, uiterlijk voor de datum van inwerkingtreding van de besluiten van de Waalse Regering tot afbakening van de zones A en B van het ontwikkelingsplan op lange termijn.

1. Identificatie van de persoon of de vennootschap die een handels- of beroepsactiviteit uitoefent :

- Naam (namen) en voornaam (voornamen) of benaming van de vennootschap :
- Adres van de activiteit of de bedrijfszetel :
- Adres van de maatschappelijke zetel :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :
- Inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen :

2. Identificatie van de uitgeoefende activiteit :

- Omschrijving van de uitgeoefende activiteit :
- Begindatum van de activiteit :
- Wordt de activiteit steeds uitgeoefend ?

3. Identificatie van het bezettingsrecht (huurder of eigenaar) :

4. Identificatie van de gekozen deskundige :

- Naam (namen) en voornaam (voornamen) :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :

De natuurlijke of rechtspersoon(-personen) zoals bovengenoemd wenst (wensen) door dit stuk behoorlijk ondertekend en ingevuld bij aangetekend schrijven terug te sturen in de procedure te stappen voor vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring zoals omschreven bij het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste en tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A' en B') van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Zij verbindt (verbinden) zich ertoe alle stukken, met name boekhoud- en fiscale stukken, aan de deskundigen, en aan de eventuele derde deskundige bedoeld in artikel 4 van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering over te maken om de vergoeding overeenkomstig artikel 5 van dit besluit te kunnen vaststellen.

Opgemaakt te, op

Handtekening (voorafgegaan door de handgeschreven melding "gelezen en goedgekeurd").

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2006 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste en tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A' en B') van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Namen, 12 oktober 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE